

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2022

Contexte et constats

Publié **GÉORISQUES**

sur

KNAUF INDUSTRIES

ZI - 62 route de Chinon
37120 RICHELIEU

Références : 2022-1079 / VAT20220623
Code AIOT : 0010000692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2022 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES implanté 62 route de Chinon 37120 RICHELIEU. L'inspection a été annoncée le 28/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES
- 62 route de Chinon 37120 RICHELIEU
- Code AIOT : 0010000692
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société KNAUF Industries Ouest est spécialisée dans la transformation du polystyrène expansé (PSE) pour la réalisation d'emballages industriels divers, principalement pour l'industrie Agroalimentaire et l'électro-ménager.

La société KNAUF INDUSTRIE OUEST est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral n°19 715 du 4 juillet 2013 et par arrêté préfectoral complémentaire n°20 395 du 13 octobre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite du 09/09/2020 et de la visite du 05/10/2021
- la sécheresse
- les rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC3 VI du 9/9/2020 - Résistance au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.3.2.1.2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/09/2022/	Lettre de suite préfectorale	25 mois
2	NC4 VI du 9/9/2020 - Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.3.2.1.4.2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/09/2022/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	NC5 VI du 9/9/2020 - Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.7.3	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/09/2022/	Lettre de suite préfectorale	13 mois
4	NC6 VI du 9/9/2020 - Ventilation	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 3.2.3.2.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/09/2022/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
8	NC11 VI du 9/9/2020 - Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.7.6	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 14/09/2022/	Lettre de suite préfectorale	13 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	NC7 VI du 9/9/2020 - Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 6.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	NC9 VI du 9/9/2020 - Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
13	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.9	/	Sans objet
16	NC3 VI 05/10/2021 – débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	NC10 VI du 9/9/2020 - Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.7.3	/	Sans objet
9	NC12 VI du 9/9/2020 - Résistance des locaux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.3.2.1.2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2021	Sans objet
10	Mesures compensatoire	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 2	/	Sans objet
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.1.1	/	Sans objet
12	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.1.2	/	Sans objet
14	NC2 VI 05/10/2021 – rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.7	/	Sans objet
15	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 9.2.2	/	Sans objet
17	Surveillance des rejets aqueux - eau pluviale	Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC3 VI du 9/9/2020 - Résistance au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.3.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment de stockage sera séparé de l'atelier découpe par un mur séparatif REI 120 (Coupe feu de degré deux heures) équipé de portes de communication résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).</p> <p>Le bâtiment de stockage est séparé de l'atelier moulage par un mur séparatif REI 120 (Coupe feu de degré deux heures) équipé de portes de communication résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Les locaux des compresseurs et de la chaufferie sont séparés de l'atelier découpe par un mur séparatif REI 120 (Coupe feu de degré deux heures) équipé de portes de communication résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).</p>
<p>Constats : Les portes coupe-feu du bâtiment modulaire, du bâtiment ensachage et entre l'atelier Moulé et le stockage central ne sont pas mises en place.</p> <p>Les murs coupe-feu et portes coupe-feu entre l'atelier moulé et le stockage de produits finis moulés sur la façade Nord et entre l'atelier Moulé et la zone Silos Moulés avec clapets (MS03) ne sont pas mis en place.</p>
<p>Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : L'inspection a constaté que tous les murs coupe-feu et toutes les portes coupe-feu n'ont toujours pas été mis en place. Il est à noter que l'échéance de mise en place des murs coupe-feu, portes coupe-feu était fixée en décembre 2014 (titre 10 de l'arrêté – échéances). La non-conformité est ainsi reconduite. Non-conformité 3 à l'article 7.3.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 : Les murs coupe-feu et les portes coupe-feu ne sont pas tous construits.</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 19/01/2021 modifié par l'arrêté du 14/09/2022 : 1. article 7.3.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 : en finalisant la construction des murs coupe-feu et des portes coupe-feu</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant le 31/12/2024 entre l'atelier moulé et le stockage de produits finis moulés sur la façade Nord. - avant le 31/12/2024 entre l'atelier Moulé et la zone Silos Moulés avec clapets (MS03). <p>Les délais ne sont donc pas échus à la date de la visite.</p> <p>L'inspection a pu constater la réalisation des travaux de murs et portes coupe feu suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - écran Thermique en L autostable autour du Bâtiment Modulaire. Les travaux pour la pose de la porte coupe-feu coulissante et de la porte coupe feu piéton ne sont pas encore finalisés. - murs coupe-feu bâtiment ensachage (MS05). Les travaux pour la pose des 2 portes coupe-feu coulissantes et 2 portes coupe-feu piéton ne sont pas encore finalisés. -mur coupe-feu (MS04) entre l'atelier Moulé et le stockage central. Les travaux pour la pose de la Porte coupe feu coulissante et les 2 portes coupe feu piéton ne sont pas encore finalisés. <p>L'inspection a pu consulter les PV de réception des travaux pour les murs coupe-feu susmentionnés.</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs relatifs aux travaux de mise en place des portes coupe-feu lorsque ceux-ci seront finalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 25 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.3.2.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 0, 5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou fusible. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage, à l'exception du local chaufferie et de l'espace modulaire. Le local chaufferie est équipé de dispositifs d'évacuation des fumées, composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou fusible. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 1 % de la surface du local, avec un minimum de 1 m². En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p>
<p>Constats : Les travaux de mise en place de dispositifs d'évacuation des fumées ont été réalisés pour la NEF 1 et 2 et sont en cours de finalisation pour la NEF 3.</p> <p>Les travaux de mise en place de dispositifs d'évacuation des fumées pour la zone bâtiment bleu ne sont pas réalisés.</p>
<p>Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : Il est à noter que l'échéance de mise en place des exutoires de fumées (désenfumage) était fixée à 6 mois après la mise en place des murs coupe-feu, soit mi 2015 (titre 10 de l'arrêté – échéances). L'exploitant n'a pas encore mis en place tous les murs coupe-feu. Il est à noter que toutes les toitures sont amiantées. Non-conformité 4 à l'article 7.3.2.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 : Les dispositifs d'évacuation des fumées, composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou fusible, ne sont pas tous mis en place.</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 19/01/2021, modifié par l'arrêté du 14/09/2022 :</p> <p>article 1-2. : article 7.3.2.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 en finalisant la mise en place des dispositifs d'évacuation des fumées, composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou fusible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant le 31/12/2022 pour la NEF 3 et stockage produits finis 1500 m²; - avant le 30/06/2024 pour la zone bâtiment bleue de 3 240 m². <p>Les délais ne sont donc pas échus à la date de la visite.</p> <p>L'inspection a constaté la réalisation des travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - changement de la couverture NEF 2 Atelier Stockage Blocs 1500 m² (désamiantage, mise en place exutoires et bande incombustible le long du mur coupe-feu séparant l'atelier découpe du stockage blocs) ; - les travaux de changement de la couverture Nef 3 Stockage produits finis 1500 m² (désamiantage, mise en place exutoires et bande incombustible le long du mur coupe-feu séparant l'atelier Moulé) sont actuellement en cours. <p>Les PV de réception des travaux relatifs au changement de la couverture NEF 2 ont été transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage au niveau de l'atelier de Moulage, l'atelier Découpe et le local de Broyage-Compactage conforme à un référentiel reconnu de conception, dimensionnement, installation et maintenance (référentiels APSAD, NFPA, etc.), - un système de détection automatique d'incendie avec alarme,
Constats : Le site ne dispose pas d'un système extinction automatique d'incendie de type sprinklage (atelier moulage, atelier découpe et local de broyage-compactage) conforme à un référentiel reconnu de conception, dimensionnement, installation et maintenance, ni d'un système de détection automatique d'incendie avec alarme.
Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : Non-conformité 5 à l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 : Le système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage n'est pas conforme à un référentiel reconnu de conception, dimensionnement, installation et maintenance Le système de détection automatique d'incendie avec alarme n'est pas présent. Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 19/01/2021, modifié par l'arrêté du 14/09/2022 : 1-3. article 7.7.3 : - en disposant d'un système extinction automatique d'incendie de type sprinklage (atelier moulage, atelier découpe et local de broyage-compactage) conforme à un référentiel reconnu de conception, dimensionnement, installation et maintenance avant le 31/12/2023 ; - en disposant d'un système de détection automatique d'incendie avec alarme avant le 30/06/2023. Les délais ne sont donc pas échus à la date de la visite. L'exploitant a indiqué qu'il est en phase de validation des offres des entreprises pour validation d'une offre avant fin 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 13 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 3.2.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Emission de composés organiques volatils
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une ventilation mécanique forcée à double vitesse est mise en place en partie basse du bâtiment Stockage – Zone Silos Maturation permettant d'assurer la captation et l'évacuation des émanations de pentane. Le passage en survitesse sera asservie à une détection pentane calibrée sur la VLEP 8h pentane (ie 1000 ppm).</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place la ventilation mécanique forcée à double vitesse asservie à une détection pentane en partie basse du bâtiment de stockage dans la zone des silos de maturation afin de capter et d'évacuer les émanations de pentane.</p>
<p>Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : Non-conformité 6 à l'article 3.2.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 : L'exploitant n'a pas mis en place la ventilation mécanique forcée à double vitesse asservie à une détection pentane en partie basse du bâtiment de stockage dans la zone des silos de maturation afin de capter et d'évacuer les émanations de pentane.</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 19/01/2021 modifié le 14/09/2022 : article 1- 4. : article 3.2.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 en mettant en place une ventilation mécanique forcée à double vitesse en partie basse du bâtiment stockage – zone silos maturation permettant d'assurer la captation et l'évacuation des émanations de pentane avant le 30 juin 2023.</p> <p>Le délai n'est pas échu à la date de la visite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : NC7 VI du 9/9/2020 - Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Valeurs Limites d'émergence Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) 6dB(A) 4dB(A) Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A) 3 Db(a)</p>
Constats : Dépassement des valeurs limites d'émergence fixées en période diurne et nocturne pour le point ZER1.
<p>Observations : Constat d e la visite du 09/09/2020 : Non-conformité 7 à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 : Les valeurs limites d'émergence ne sont pas respectées en période diurne et en période nocturne au niveau du point 3 (ZER).</p> <p>Le rapport Apave de mesure des niveaux sonores émis dans l'environnement pour une intervention des 14 et 15/10/2021 met en évidence un résultat de mesure diurne et nocturne non conforme au point ZER1 : émergence autorisée : 5 dB(A) pour une émergence mesurée de 8 dB(A) en période diurne et émergence autorisée : 3 dB(A) pour une émergence mesurée de 11.5 dB(A) en période nocturne.</p> <p>Ce point de mesure est principalement impacté par les bruits du broyeur et des convoyeurs billes transmis via le bardage.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les activités ne fonctionnent pas le week-end mais peuvent fonctionner la nuit (mesures réalisées en fonctionnement en période nocturne). Il est à noter qu'aucune plainte n'est à déplorer.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats : La vérification annuelle des systèmes de protection contre la foudre est réalisée mais elle fait apparaître des observations.</p>
<p>Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : La vérification complète de 2018 conclut que ce n'est pas satisfaisant. La vérification visuelle des systèmes de protection contre la foudre n'est pas réalisée annuellement. Les agressions de la foudre sur le site ne sont pas enregistrées.</p> <p>Le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisée par Bureau Véritas, pour une intervention du 03/12/2021 fait apparaître 2 observations auxquelles il y a lieu de remédier.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces observations ne sont potentiellement pas pertinentes car elles se basent sur une analyse du risque foudre qui date de 2014 et qui ne tient pas compte des modifications intervenues sur le site depuis (notamment la mise en place des murs coupe-feu). Il prévoit de faire une nouvelle analyse complète du risque foudre du site d'ici fin 2022. Les actions correctives seront mises en place le cas échéant au regard des conclusions de cette nouvelle étude.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : NC10 VI du 9/9/2020 - Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les trois ans après la date de signature du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans.
Constats : Pas de non-conformité constatée.
Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : L'exploitant réalise des formations en interne et des exercices d'évacuation mais un exercice de défense contre l'incendie, de grande ampleur, n'est pas réalisé tous les 3 ans. Non-conformité 10 à l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2013 : L'exploitant n'organise pas un exercice de défense contre l'incendie tous les 3 ans. L'exploitant a indiqué qu'il réalise un exercice incendie en interne une fois par an. Cet exercice consiste en la mise en situation accidentel d'un scénario pour tester la chaîne de mise en sécurité du site jusqu'à l'appel au SDIS et l'évacuation du personnel. Le compte-rendu du dernier exercice du 03/01/2022 a pu être consulté par l'inspection. Ce compte-rendu ne fait pas apparaître les éléments relatifs à la mise en sécurité du site en dehors de l'évacuation du personnel. Il conviendrait de compléter ces éléments. L'exploitant a indiqué qu'il a sollicité le SDIS à plusieurs reprises pour la réalisation d'un exercice conjoint, mais qu'il n'a pas eu de réponse favorable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : NC11 VI du 9/9/2020 - Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fermeture de la vanne de barrage en aval du bassin de confinement est asservie au déclenchement du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage et à la détection automatique incendie.
Constats : La fermeture de la vanne de barrage en aval du bassin de confinement n'est pas asservie à la détection automatique incendie.
Observations : Constat de la visite du 09/09/2020 : Non-conformité 11 à l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2013 : La fermeture de la vanne de barrage en aval du bassin de confinement n'est pas asservie à la détection automatique incendie. Depuis la dernière visite la situation n'a pas évolué mais l'exploitant s'engage à asservir la vanne de barrage dès que la DAI sera opérationnelle. L'arrêté préfectoral du 14/09/2022 a fixé une échéance au 31/12/2023 pour la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie. Le délai n'est pas échu à la date de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 13 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 7.3.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.
Constats : Pas de non-conformité constatée
Observations : Constat de la visite du 09/09/2022 : En revanche, la petite porte, pour les piétons, ne se ferme pas à cause du sol : test non concluant. Non-conformité 12 à l'article 7.3.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2013 : La fermeture de la petite porte coupe-feu entre l'atelier découpe et le stockage est impossible, car elle est gênée par des obstacles. Ce constat a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 19/01/2021, article 1-1 (délai d'un mois). Il a été constaté lors de la visite du site que la porte pour piétons située entre l'atelier découpe et le stockage n'était pas gênée par des obstacles et pouvait être fermée correctement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires prévues dans le courrier du 7 janvier 2022 dans l'attente de la mise en place du sprinklage dans les zones concernées listées à l'article 3. article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'ancien système de sprinklage est maintenu en fonctionnement avec vérification hebdomadaire et contrat d'entretien de maintenance préventive, ▪ renforcement de la dotation d'extincteurs sur roue 50 kg, <ul style="list-style-type: none"> ▪ organisation des stockages de produits finis PSE par îlotage et respect des espaces d'isolement entre les parois des bâtiments et entre les îlots, ▪ évacuation systématique des encours de production de matière combustible présents aux postes de travail dans les ateliers de production, ▪ traitement immédiat des écarts prioritaires liés aux risques d'incendie et d'explosion identifiés dans les rapports de vérifications périodiques électriques et via thermographie IR. Le traitement de ces écarts est tracé dans un registre. ▪ report d'alarme sprinkler vers télésurveilleurs avec levée de doute par vidéosurveillance. <p>L'exploitant renforce les rondes de surveillance dans les zones objet de la mise en demeure.</p>
Constats : Les mesures compensatoires sont bien mises en place.
<p>Observations : Les éléments suivants ont pu être vérifiés par l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la maintenance préventive est réalisée sur l'ancien système sprinklage. La société AAI est intervenue le 2/06/2022 pour la maintenance préventive du groupe motopompe (vidange filtre à huile et filtre à carburant du moteur). La société AAI est intervenue le 23/03/2022 pour la maintenance préventive des sources d'eau et locaux techniques. - des vérifications hebdomadaires (contrôle des niveaux fluides et eau, démarrage des moteurs) sont réalisées en interne et tracées dans un registre au niveau du local sprinklage - une centaine d'extincteur tout confondu sont présents sur le site. Il y a une surdotation des extincteurs 50 kg, sur la surface du bâtiment : 2 extincteurs de 50 kg pour 1 000 m2 de bâtiment. Ceux-ci sont vérifiés tous les ans. Le rapport de la dernière vérification qui a eu lieu le 04 novembre 2021 par la société Gestion Protection Sécurité a été consulté. - organisation des stockages de produits finis PSE par îlotage et respect des espaces d'isolement entre les parois des bâtiments et entre les îlots : les stockages sont organisés en îlots de 600 m3, séparés par des bandes de 2 m, matérialisés au sol et délimités physiquement. - les encours de production sont systématiquement évacués en fin de journée : la consigne est donnée au personnel, dont la responsabilité est du chef d'équipe. - les écarts liés aux risques d'incendie et d'explosion identifiés dans les rapports de vérifications périodiques électriques et via thermographie IR sont traités et tracés dans un registre. Le suivi de ces écarts est réalisés dans le plan d'action interne. La date de traitement des écarts figure également sur les rapports de vérification qui ont été transmis à l'inspection. - l'alarme sprinkler est reportée vers une société extérieure de vidéosurveillance 24h/24 7J/7 avec levée de doute par vidéosurveillance. Elle est également notifiée au responsable production, responsable QHSE et directeur usine (qui ont également accès à la vidéosurveillance).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : 15 000 m3/an
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué que l'eau du réseau de la ville est prélevée pour le process. La consommation en eau pour l'année 2021 s'élève à 14 208 m3. En 2020, elle était de 14 675 m3. Au 1/09/22, la consommation en eau depuis le 01/01/2022 est de 9 368 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none">- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie,- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance,- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Dans le contexte de sécheresse 2022, l'exploitant a indiqué avoir mis en place les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les nettoyages non essentiels (cuve, sol, équipement de manutention) n'ont pas été réalisés cette année pendant l'arrêt technique annuel ;- seuls les nettoyages sanitaires (TAR, séparateur à hydrocarbures) ont été réalisés pendant l'arrêt technique annuel ;- le volume prélevé est limité aux besoins du process ;- il n'y a pas d'arrosage des extérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.9		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)		
Paramètre	Valeurs Limites d'Emission (mg/l)	Valeurs Limites de flux (kg/j)
MES	100	7
DCO	300	21
DBO5	100	7
Hydrocarbure totaux	10	0.7
Nglobal	30	2.1
Phosphore	10	0.7
Métaux	15	1.05

Constats : Dépassement de la valeur limite en flux journalier pour les métaux totaux en 2021.		
Observations : Le rapport de contrôle réalisé par Apave, pour une intervention les 22/11/2021 et 23/11/2021 indique au niveau du point de rejet n°1 : - dépassement de la valeur limite en flux journalier pour les métaux totaux : flux mesuré à 7.14 kg/j pour une VLE à 1.05 kg/j. L'exploitant a indiqué que ce dépassement est lié au zinc qui est intrinsèque à la matière.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 14 : NC2 VI 05/10/2021 – rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : - température : < 30°C, - pH : compris entre 5,5 et 9, [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constat lors de la visite du 05/10/2020 NC2 : Dépassement de la valeur seuil en pH (9,6>9) lors du contrôle réalisé par un organisme extérieur en 2020.</p> <p>Suite à cet écart l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un nouveau prélèvement en semaine 47/2021 (du 22 au 23/11/2021) par l'Apave au cours duquel il n'y a pas eu de dépassement constaté.</p> <p>Dans le cadre de son auto surveillance, l'exploitant a constaté un nouveau dépassement pH pendant 12 minutes en mars 2022.</p> <p>Il indique que ces dépassements sont liés au démarrage de l'installation, sur une période très courte (quelques secondes). L'exploitant précise qu'il est difficile d'avoir des contacts avec le fabricant pour avoir des éléments techniques liés à cet écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 9.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en oeuvre :		
Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 1(Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)		
Débit, volume	En continu	quotidien
Température	En continu	quotidien
pH	En continu	quotidien
MES	Moyen 24 h	Annuel
DCO	Moyen 24 h	Annuel
DBO5	Moyen 24 h	Annuel
Hydrocarbures Totaux	Moyen 24 h	Annuel
N global	Moyen 24 h	Annuel
Phosphore total	Moyen 24 h	Annuel
Métaux	Moyen 24 h	Annuel
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)		
DCO	Ponctuel	Annuel
DBO5	Ponctuel	Annuel
MES	Ponctuel	Annuel
Hydrocarbures totaux	Ponctuel	Annuel
N global	Ponctuel	Annuel
Phosphore total	Ponctuel	Annuel
Constats : Pas d'écart constaté.		
Observations : L'exploitant réalise en continu un suivi du débit, de la température et du pH. Le contrôle réalisé par Apave au niveau du point de rejet n°1 a eu lieu les 22/11/2021 et 23/11/2021. Le contrôle réalisé par Apave au niveau du point de rejet n°3 a eu lieu le 22/11/2021.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 16 : NC3 VI 05/10/2021 – débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : ...] Débit maximum horaire(m3/h) : 3,5 m3/h [...]
Constats : Un dépassement de débit, à ce jour inexpliqué, a eu lieu en juin 2022.
Observations : NC3 de la visite du 05/10/2021 : Plusieurs dépassements en température et débit horaire observés dans le cadre de l'autosurveillance renseignée dans le logiciel GIDAF. L'exploitant a indiqué qu'après une analyse des causes de dépassements, il a maintenant la certitude que des valeurs extrêmes sont la suite de coupure de courant qui lors du redémarrage de l'installation s'enregistrent alors que les valeurs réelles sont conformes. Suite à ce constat, les valeurs lors du redémarrage de l'installation de traitement sont écartées. Dans le cadre de l'autosurveillance renseignée dans le logiciel GIDAF, il ressort les éléments suivants : - 15/06/2022 : mesure de débit à 3,7 m3/h pendant une courte durée - 22/06/2022 : mesure de débit à 10 m3/h (Dépassement débit pendant 60 min à cause de la température) - 25/06/2022 : mesure de débit à 3,8 m3/h pendant une courte durée L'exploitant a indiqué que le dépassement à 10m3/h le 22 juin 2022 est encore en cours d'analyse pour en identifier les causes. L'étalonnage du canal Venturi et l'entretien des pompes ont été réalisés en août 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Surveillance des rejets aqueux - eau pluviale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2013, article 4.3.13	
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pluviales	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Paramètre	Concentrations maximale moyenne sur une période de 2 heures (mg/l)
MES	30
DBO5	100
DCO	300
Nglobal	30
Ptotal	10
Hydrocarbures Totaux	10

Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les résultats d'analyse des rejets au point de rejet n°3 figurant dans le rapport Apave du 03/01/2022 ne mettent pas en évidence d'écart par rapport aux VLE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet